



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction départementale
des territoires**

dossier n° PC 052 158 26 S0001
date de dépôt : 24/07/2026
date d'affichage d'avis de dépôt : 24/07/2026
demandeur : **SASU CAS de Cusey** représentée
par Monsieur DAUMARD François
pour : **l'installation d'une station de stockage
d'énergie automatisée reliée au parc
photovoltaïque de Cusey**
adresse terrain : « Pommots », à Cusey (52190)

COPIE

UNITÉ TERRITORIALE DÉPARTEMENTALE

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire assorti de prescriptions
au nom de l'État

La Préfète de la Haute-Marne,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Régine PAM, Préfète de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur en date du 01 décembre 2020 nommant Monsieur Xavier LOGEROT, Directeur départemental des territoires de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté de délégation n° 52-2024-03-00015 du 07 mars 2024 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Xavier LOGEROT, Directeur départemental des territoires de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur en date du 14 janvier 2022 nommant Madame Nathalie KOBES, Directrice départementale adjointe des territoires de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté de subdélégation n° 2025-04 du 27 août 2025 portant délégation de signature en matière d'administration générale à Madame Nathalie KOBES, Directrice départementale adjointe des territoires de la Haute-Marne ;

VU la demande de permis de construire présentée le 24 juillet 2026 par la SASU CAS de Cusey représentée par Monsieur DAUMARD François demeurant 188 Rue Maurice Béjart, à Montpellier (34080) ;

VU l'objet de la demande :

- pour l'installation d'une station de stockage d'énergie automatisée reliée au parc photovoltaïque de Cusey ;
- sur un terrain situé « Pommots » à Cusey (52190) ;
- pour une surface de plancher créée de 180 m² ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.422-2 et R.422-2 ;

VU l'avis favorable de Monsieur le Maire en date du 28/07/2026 ;



VU l'avis favorable de la DREAL - unité territoriale de Chaumont en date du 08/09/2026 ;

VU l'avis conforme favorable assorti de prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 08/09/2026 ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme «Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations. »,

CONSIDÉRANT que l'accès au site se fait à partir de la rue en Janin puis par un chemin d'accès privé empierré de 4 mètres de large avec une chaussée libre de stationnement débouchant sur un portail d'une largeur de 6 mètres ;

CONSIDÉRANT que la défense extérieure contre l'incendie sera assurée par la réserve incendie privée du projet située à 80 mètres du container de batteries le plus proche et à 13 mètres de l'entrée du site ;

CONSIDÉRANT que les distances d'implantation entre les installations de stockage d'énergie par batteries et leur environnement proche sont suffisantes ;

CONSIDÉRANT que le projet en l'état peut porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique mais qu'il peut y être remédié ;

ARRÊTE

Article 1 : Le permis de construire est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2 :

Prescriptions relatives à la desserte des moyens de secours :

- Permettre l'ouverture permanente du portail d'entrée dans le site par un dispositif d'ouverture normalisé de type triangle sapeur-pompier :



Triangle femelle 12 mm pour
manœuvre de triangle mâle 11 mm (à
privilegier)
Appelé triangle Gaz (seul normalisé)

Cylindre extérieur de 1,6 cm de diamètre et de longueur 20 mm

BOITIER POMPIER

NON inaccessible au triangle femelle de 11
mm de la polycoise

OUI accessible au triangle femelle de 11 mm
de la polycoise

Les dispositifs à fonctionnement électrique sont automatiquement déverrouillés en cas de coupure d'électricité permettant leur ouverture manuelle.

Prescriptions relatives à la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) :

1 - Élaborer des plans des lieux destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils seront tenus à jour et affichés de manière à être facilement accessibles au poste de contrôle ou à l'entrée du site.

2 - Établir un plan de défense incendie. Ce plan de défense incendie contient :

a) les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes)

b) le cas échéant, les coordonnées et modalités d'alerte du gestionnaire du réseau électrique, ainsi que les procédures permettant d'assurer la mise en sécurité électrique des installations pour l'intervention des services d'incendie et de secours.

c) les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées.

d) les plans d'implantation des installations. Les plans font figurer la localisation des accès, des arrêts d'urgence, des dispositifs d'urgence et d'alerte.

e) des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.

f) la procédure d'intervention. Cette procédure mentionne explicitement qu'en cas d'incendie, l'enceinte concernée par le sinistre reste fermée et qu'aucune personne ne doit tenter de pénétrer ou d'intervenir à l'intérieur, par quelque ouverture que ce soit (porte, fenêtre, trappe, etc..).



g) le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances de la ressource en eau nécessaire au contrôle de l'incendie de chaque enceinte.

De plus avant la mise en service de l'installation, l'ensemble de ces éléments (plan de défense incendie et plan d'intervention) sera remis au SDIS pour avis et validation.

3 - Identifier les dispositifs de coupures électriques manœuvrables par les sapeurs-pompiers de façon visible et claire conformément au guide UTE C 15712-1.

Fait à Chaumont, le 23 SEP. 2026

Pour la Préfète et par délégation,

La Directrice Départementale adjointe des Territoires ,

KOBES
Nathalie

Signature numérique
de KOBES Nathalie
Date : 2026.09.23
13:26:44 +02'00'

Nathalie KOBES

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

